



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen Dieppe

Arrêté du 11 JAN. 2021

mettant en demeure la société MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES pour son installation située 1, Chemin de la Mivoie BP 124 à SOTTEVILLE LES ROUEN (76300) de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, M. DURAND Pierre-André ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités de MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES sur son site sis 1, Chemin de la Mivoie BP 124 à SOTTEVILLE LES ROUEN (76300) et notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 ;
- Vu les constats effectués par l'inspection de l'environnement à l'occasion des visites d'inspection des 6 et 7 janvier 2021 du site ;
- Vu l'information de l'exploitant faite par courriel le 11 janvier 2021 concernant le projet du présent arrêté de mise en demeure ;
- Vu la réponse de l'exploitant par courriel en date du 11 janvier 2021

Considérant

que la société MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES exploite des activités de stockage, de formulation, de conditionnement et d'expédition d'huiles et d'additifs sur son site de SOTTEVILLE LES ROUEN ;

qu'à l'occasion de deux visites d'inspection de l'établissement les 6 et 7 janvier 2021, il a pu être confirmé qu'un incident est survenu le 31 décembre 2020, à la suite du maintien de la recirculation de produits dans la cuve de l'unité VI n°2, après arrêt de l'usine ;

que ce maintien de la recirculation a causé une élévation anormale de la température dans la cuve de l'unité VI n°2 au-delà de la température de fonctionnement habituelle ;

que ce dépassement de température n'a pas entraîné d'alarme ni la mise en œuvre d'action corrective de la part de l'exploitant rapidement permettant de maintenir des conditions normales d'exploitation ;

que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.1. de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 susmentionné ;

que les produits incriminés (mélange d'huile et de polymères) sont susceptibles de dégager des odeurs d'hydrocarbures ;

que le système d'évent du réservoir est équipé d'un séparateur permettant de condenser une partie des vapeurs afin de limiter les émanations ;

que, toutefois, cet incident est également susceptible d'avoir contribué à la présence d'odeurs et que, par ailleurs, des odeurs désagréables ont été ressenties dans la région de Rouen les 1^{er} et 2 janvier 2021 ;

que l'exploitant n'a pas alerté les services de l'inspection des installations classées de cet événement, ni transmis le rapport d'accident prescrit à l'article R.512-69 du code de l'environnement ;

que face aux écarts mentionnés ci-dessus et eu égard aux atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de prévenir la survenue d'un nouvel incident en imposant en urgence, des mesures compensatoires dans l'attente de la mise en œuvre des actions correctives permettant de lever ces écarts ;

qu'en conséquence, et conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des textes susvisés ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES, dont le siège social est situé 1, Chemin de la Mivoie BP124 à SOTEVILLE LES ROUEN, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans les délais indiqués :

(a) Transmettre **sous 15 jours** le rapport d'incident prescrit à l'article R.512-69 du code de l'environnement, précisant notamment :

- les circonstances et les causes de l'événement;
- les substances mises en cause et de leur degré de dangerosité ;
- les effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

(b) Respecter **sous 1 mois** l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 susvisé.

- Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant met en œuvre **sous 1 mois** des

dispositifs instrumentés (capteurs, acquisition et enregistrement des données) qui, au-delà du franchissement de certains seuils de température qu'il aura définis préalablement, déclenchent une alerte auprès des personnels d'astreinte et entraînent une action automatique de mise en sécurité des process.

Article 2 :

En application du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en vue de prévenir les risques sans attendre la mise en place des mesures décrites plus haut, l'exploitant met en oeuvre, dès notification du présent arrêté, et avant toute nouvelle opération sur les cuves VI1 à VI4, les mesures compensatoires, éventuellement organisationnelles, permettant d'éviter toute survenue d'un incident similaire à celui intervenu le 31 décembre 2020.

Article 3

Dans le cas où les obligations prévues dans le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

Article 4

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre mois pour les tiers à compter de la date de publication (R.514-3-1 du code de l'environnement).

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de SOTTEVILLE LES ROUEN et à la société MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES.

Fait à Rouen, le 11 JAN. 2021

Le préfet,

Pierre-André DURAND

